

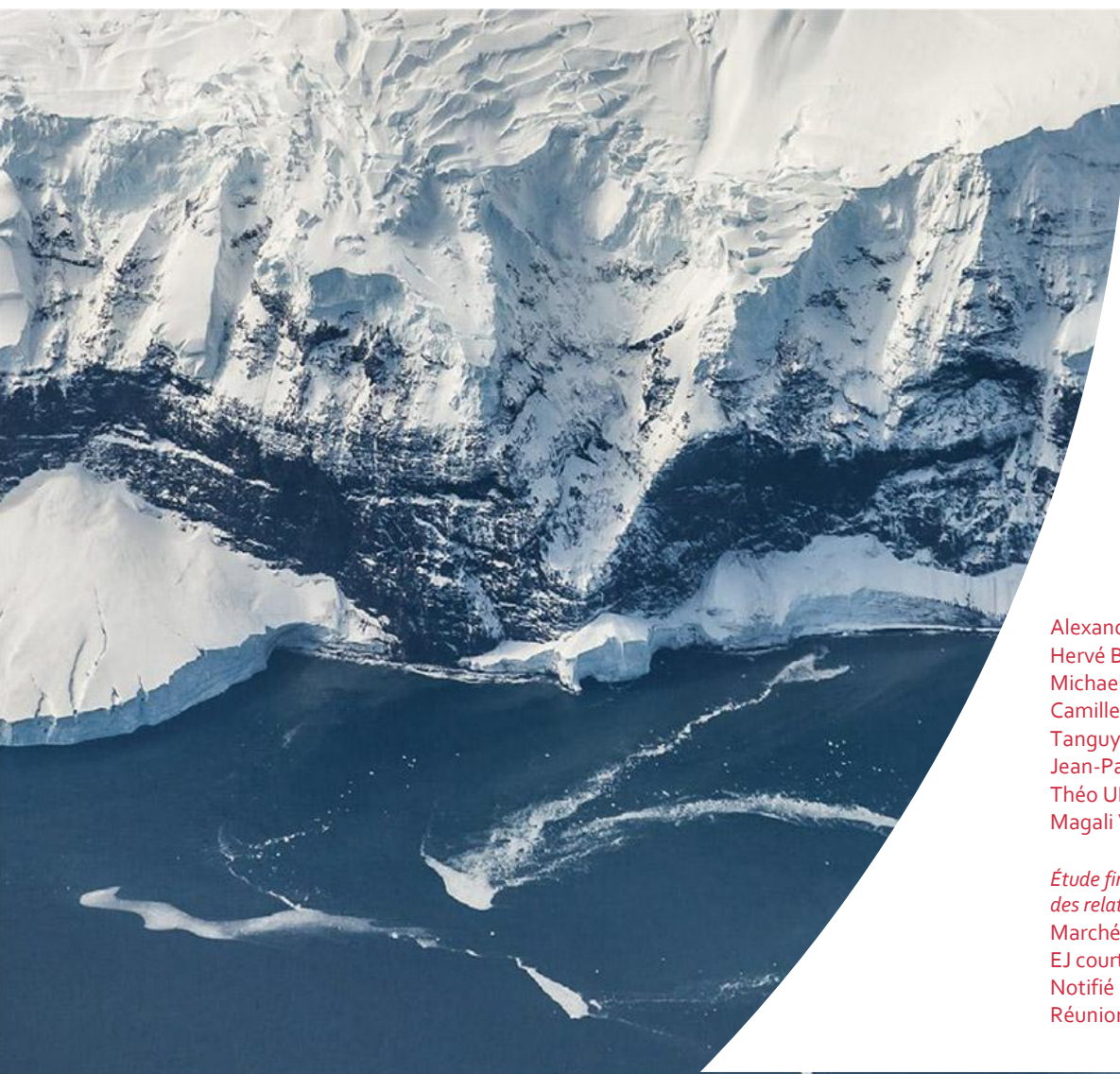
Observatoire de l'Arctique

— Bulletin mensuel

Mai 2025



Bulletin N° 62



Alexandre TAITHE (coord.)
Hervé BAUDU – Émilie CANOVA –
Michael DELAUNAY –
Camille ESCUDE-JOFFRES –
Tanguy SANDRE — Julia TASSE –
Jean-Paul VANDERLINDEN –
Théo URVOY – Florian VIDAL –
Magali VULLIERME

*Étude financée par la Direction générale
des relations internationales et de la stratégie*
Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
Notifié le 3 janvier 2023
Réunion de lancement : 1^{er} février 2023

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

WWW.FRSTRATEGIE.ORG | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.ORG

SIRET 394 095 533 00060 | TVA FR74 394 095 533 | CODE APE 7220Z

Sommaire

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande	3
Norvège – Suède – Finlande – Russie	5
États observateurs et Union européenne	7
Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques	8
Questions militaires, industrielles et technologiques	11
Publications des Instituts de recherche	12
Trafic maritime – Sécurité maritime	13

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :

Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe :

Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE :

Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :

Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :

Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :

Hervé Baudu (ENSM)

Avertissement

Les opinions et analyses exprimées dans ce livrable n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne sauraient représenter ou traduire une prise de position de l'organisme du ministère des Armées pilote de l'étude, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou du ministère des Armées.

Disclaimer

The opinions and analyses expressed in this document are the sole responsibility of the authors. They do not represent or reflect the position of the organization of the Ministry of the Armed Forces conducting the study, the Directorate General of International Relations and Strategy or the Ministry of the Armed Forces.

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

États-Unis : suite à la visite du vice-président américain J.D. Vance au Groenland le 28 mars, la Colonel Susannah Meyers commandante de la base américaine de Pituffik a été remerciée le 10 avril 2025, après avoir envoyé un courriel destiné au personnel de la base dans lequel elle prenait ses distances avec les déclarations faites par le vice-président lors de sa visite. L'administration réclame une soumission sans faille des personnels militaires à la politique de Trump ([High North News](#), 11 avril 2025).

Dans le Nord de l'Europe, l'armée américaine (notamment des US Marines du II Marine Expeditionary Force) continue de participer aux exercices menés dans l'Arctique européen au travers de l'exercice norvégien **Joint Viking 2025** qui s'est déroulé dans les comtés du Nord de Troms et du Nordland. Cet exercice qui a regroupé **10 000 soldats** s'est déroulé principalement sur terre mais également dans les airs et en mer, dans un contexte d'incertitude sur les intentions américaines dans le cadre de l'OTAN et envers la Russie. Les soldats américains (ainsi que d'autres nations) se trouvaient déjà dans la région depuis plusieurs semaines avant cet exercice pour mener des entraînements en climat froid ([High North News](#), 5 mars 2025). À partir du 10 avril, pas moins de **25 000 soldats** ont pris part aux **exercices Swift Response, Immediate Response et Saber Guardian**. Ils font partie de **l'exercice Defender 25**, mené en Europe par l'Armée américaine dans le cadre de l'OTAN, et dont une partie se déroule dans les régions nordiques européennes et dans la Baltique (pour Swift Response) ([High North News](#), 22 avril 2025).

En Alaska, des responsables militaires ainsi que le sénateur Républicain Dan Sullivan appellent à remettre en service une base américaine construite pendant la Seconde Guerre mondiale et utilisée durant la Guerre froide jusqu'aux années 1990, située proche de la Russie, sur l'île d'Adak. L'US Navy serait en train d'étudier plusieurs options de remise en service de la base ([Task and Purpose](#), 17 avril 2025). Alors que le ministre de la Défense américain a annoncé que les armées américaines ne conduiraient plus d'opérations et de recherches liées au changement climatique, certaines opérations dans l'Arctique pourraient être impactées. C'est notamment le camp de l'Opération Ice Camp qui en plus de tester les capacités de l'US Navy à opérer dans le Nord, permettait d'étudier la glace en coopération avec des chercheurs civils et des armées alliées tous les deux ans dans la mer de Beaufort ([USA Today](#), 5 avril 2025).

À l'approche des élections fédérales au **Canada**, qui auront lieu le 28 avril, l'heure est à la priorisation des enjeux pour le Nord du Canada bien que l'Arctique n'ait pas été un sujet central dans les débats, plutôt tournés sur les coûts de la vie, les tarifs de douanes et autres inquiétudes liées à l'administration Trump ([Eye On the Arctic](#), 16 avril 2025). Parmi les priorités pour les habitants sont toutefois cités les besoins en logement, le coût de la vie et de la nourriture, la lutte contre les addictions et les violences. D'autres mentionnent les infrastructures et les changements climatiques. Pour certains, le plus important est d'avoir un candidat « *responsable et connecté aux défis auxquels sont confrontés les habitants du Nord* » (CBC News, [14 avril](#), [30 mars](#); [Eye On the Arctic](#), [14 avril](#), [17 avril](#), [24 avril](#)). D'autres pointent le fait que les menaces à la souveraineté venant des « *États-Unis, de la Chine et de la Russie* » servent d'excuse pour « *détourner l'attention de ce dont nous avons réellement besoin au Nunavut* » : un meilleur système de santé, des logements et des infrastructures ([CBC News](#), 24 avril 2025). Enfin, la défense et la souveraineté ont été mentionnées par certains votants (CBC News, [9 avril 2025](#)).

Côté candidat, tous mentionnent la volonté d'atteindre l'objectif de l'OTAN de consacrer 2 % du PIB mais proposent des calendriers et des outils différents : le Bloc Québécois met l'accent sur la souveraineté technologique, la puissance industrielle du Québec (construction navale) et les partenariats internationaux, notamment avec l'Europe ; le Parti conser-

vateur sur l'expansion militaire avec de nouveaux équipements (brise-glace, avions détectations longue portée) et de nouvelles bases dans le Nord et le doublement des effectifs de Rangers canadiens ; le Parti Libéral joue sur la modernisation du NORAD et des infrastructures à double usage (ports en eau profonde) et la création d'un accord Canada-Europe sur la sécurité dans l'Arctique ; et le Nouveau Parti démocratique (NPD) accorderait la priorité aux infrastructures qui profiteront directement aux collectivités du Nord et annulerait l'accord sur les F-35 (*Eye On the Arctic*, [25 avril 2025](#)). **Ces élections sont l'occasion de rappeler que cela fait 75 ans que les Inuits ont le droit de vote aux élections fédérales.** Officiellement reconnu en 1950, le droit de vote des Inuits n'a pu être entièrement effectif qu'en 1962, le temps que toutes les communautés du Nord aient accès aux services de vote (*Eye on the Arctic*, 25 avril 2025).

Enfin, la mort du Pape François a été l'occasion pour certains de se rappeler du travail de pardon qu'il avait entrepris concernant les pensionnats autochtones bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir. Certains attendent toujours que Rome envoie la liste des enfants pour savoir où ils sont enterrés et comment ils sont morts (*CBC News*, 22 avril 2025).

Au **Groenland**, le 7 avril, l'*Inatsisartut*, le Parlement groenlandais, a officiellement investi Jens-Frederik Nielsen, 33 ans, comme Premier ministre, à la tête d'une coalition incluant Demokraatit, Inuit Ataqatigiit, Siumut et Atassut, excluant Naleraq, qui prône une indépendance plus rapide. **Cette large coalition qui représente 75% des suffrages**, s'engage à renforcer les infrastructures, notamment sur la côte est, à améliorer le système de santé et à progresser vers l'indépendance, tout en reportant les discussions sur des sujets controversés tels que la fiscalité et l'exploitation des ressources naturelles à des accords ultérieurs (*KNR*, 7 avril 2025). Plus tôt, avant même l'investiture du nouveau Premier ministre, la Première ministre danoise Mette Frederiksen s'est rendue au Groenland pour renforcer les relations entre les gouvernements danois et groenlandais, après que les États-Unis ont considérablement intensifié leur rhétorique concernant le désir du pays de prendre le contrôle du Groenland (*DR*, 3 avril 2025 ; *High North News*, 9 avril 2025).

Sur le plan régional, alors que le Groenland avait suspendu l'an dernier sa participation au **Conseil Nordique**, les gouvernements nordiques envisagent désormais l'octroi du statut de membre à part entière au Groenland, aux îles Féroé et à Åland (*Sermitsiaq*, 22 avril 2025). Ceci dit, comme l'ancien Premier ministre, Jens-Frederik Nielsen reste sceptique quant à la possibilité à court terme de voir le Groenland acquérir un rôle élargi au sein du Conseil (*Sermitsiaq*, 23 avril 2025). Ce dernier a, par ailleurs, effectué une visite à Copenhague pour renforcer les relations avec le Danemark, affirmant que le Groenland ne serait jamais à vendre et critiquant les déclarations irrespectueuses des États-Unis. À la suite de sa rencontre avec Mette Frederiksen, cette dernière a indiqué que **le Danemark était prêt à renégocier l'accord d'autonomie et souhaite également investir davantage au Groenland, tandis que l'hypothèse d'une commission de réconciliation a été avancée** (*Sermitsiaq*, 27 avril 2025).

Toujours en réponse aux ambitions américaines, le roi Frederik X du Danemark s'est rendu au Groenland fin avril pour réaffirmer les liens historiques entre le Danemark et son territoire autonome (*Eye on the Arctic*, 29 avril 2025). Malgré les appels à l'indépendance et les tensions récentes, le roi dispose d'une large popularité au sein du territoire autonome qu'il connaît bien et a visité à plusieurs reprises avant son intronisation (*DR*, 29 avril 2025). À Copenhague, le Parlement danois a adopté le projet de loi qui met fin à l'utilisation par les municipalités de tests psychologiques (FKU) jugés discriminatoires pour les familles groenlandaises (*Sermitsiaq*, 25 avril 2025). Pour autant, plus tôt dans le mois, le recours de Keira Alexandra Kronvold, la mère groenlandaise qui avait mis en lumière ces tests psychologiques, a été rejeté (*Sermitsiaq*, 16 avril 2025).

Fin avril 2025, à la suite de la panne d'électricité massive en Espagne, les services de télécommunications ont été interrompus quelques heures dans des communautés isolées du Groenland ([Sermitsiaq](#), 29 avril 2025). Depuis 2023, la station terrestre de Maspalomas, à la Grande Canarie, joue un rôle central dans l'envoi de données aux satellites qui approvisionnent notamment les communautés de Qaanaaq et des environs, Ittoqqortoormiit et Tasiilaq ([Sermitsiaq](#), 30 avril 2025).

Par ailleurs, le système de santé groenlandais demeure particulièrement vulnérable en raison du manque de personnel, ce qui a conduit, ce mois-ci, à la fermeture de deux maternités à Qaqortoq et Sisimiut ([Sermitsiaq](#), 16 avril 2025).

Enfin sur le plan climatique, 2024 a été la troisième année la plus chaude jamais enregistrée dans l'Arctique ([Sermitsiaq](#), 23 avril 2025).

En Islande, un tremblement de terre a été enregistré le 1^{er} avril, à 6h30 heure locale sur la rangée de cratères de Sundhnúks, près de la ville de Grindavík, dans la péninsule de Reykjanes. Entraînant des coulées de magma autour de la station balnéaire islandaise Blue Lagoon, une quarantaine de maisons ont été évacuées. La communauté avait déjà été évacuée l'année dernière. Selon un communiqué officiel, « la fissure mesure désormais environ 500 mètres de long et a franchi la barrière de protection au nord de Grindavík. La fissure continue de s'élargir et il n'est pas exclu qu'elle continue de s'ouvrir plus au sud » ([Newsweek](#), 1^{er} avril). Pour la deuxième fois de son histoire, Hvalur HF, la plus grande compagnie baleinière d'Islande, a annoncé qu'elle ne participerait pas à la saison de chasse à la baleine. Cette décision est prise en raison de la situation économique mondiale. En 2024, Hvalur HF n'avait pas pu participer à la chasse à la baleine car le permis de la saison de chasse à la baleine n'avait été délivré qu'un jour avant le début de la saison, rendant la planification des opérations impossibles ([IceNews](#), 13 avril 2025).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Norvège : vers une modification de la législation des activités minières

Le 28 mars 2025, le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Pêche a publié la proposition législative Prop. 71 L (2024–2025) en faveur d'une nouvelle loi minière (*mineraloven*) visant à remplacer la législation actuelle, fondée sur la loi minière de 2009. **Cette réforme a pour objectif de moderniser le cadre juridique des activités minières dans le pays, en mettant l'accent sur un traitement plus efficace des demandes, des conditions prévisibles pour l'industrie et une meilleure protection des intérêts sociétaux.** La proposition abolit le système de priorité multiple pour les permis d'exploration des minerais publics au profit d'un titulaire unique par zone. Elle prévoit une durée réduite des permis (3 ans, renouvelables), avec une période transitoire de trois ans pour les droits existants. Une nouveauté concerne l'exploration libre des minerais industriels et des métaux légers avec l'accord du propriétaire foncier, sans permis obligatoire pendant cinq ans.

Des obligations supplémentaires en matière de déclaration de données géophysiques sont également introduites. Les règles relatives aux autorisations d'exploitation restent globalement inchangées. Un point important est le renforcement des droits pour la population sámi : il est proposé que la redevance pour les minéraux de l'État dans les zones traditionnelles sámi soit fixée à 0,25 % de la valeur du minéral extrait. Ce montant est destiné à être réparti entre le Parlement sámi (25 %) et les groupes locaux d'éleveurs de rennes concernés (*siidas*) (75 %).

Toutefois, **le projet ne prévoit pas de mécanisme contraignant en cas de violation significative des droits sámi**s. Lors d'une audition parlementaire tenue le 24 avril, Silje Karine Muotka, présidente du Parlement sámi norvégien, a réaffirmé que celui-ci maintient son opposition au projet de loi, qui perpétuerait une violation du droit international, notamment de la Convention 169 de l'OIT sur les peuples autochtones ([Proposition de loi du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Pêche du Royaume de Norvège](#), 28 mars 2025 ; [Audition parlementaire au Storting](#), 24 avril 2025 ; [Sámediggi, Parlement Sámi](#), 29 avril 2025).

Svalbard : les statues de la discorde entre la Norvège et la Chine

Alors que les tensions diplomatiques entre la Norvège et la Chine se sont accrues ces dernières années autour du Svalbard, un nouvel épisode vise cette fois la station chinoise Yellow River. Inaugurée en juillet 2004 à Ny-Ålesund, cette station est la première base de recherche chinoise en Arctique. Louée à la société norvégienne Kings Bay, gestionnaire de cette communauté scientifique internationale, elle est au cœur d'une polémique concernant la présence de deux lions de pierre à l'entrée de la station, symboles perçus comme un geste politique de la présence chinoise dans la région. Selon le journal local *Svalbard-posten*, leur retrait s'inscrit dans un nouveau plan de signalétique uniforme pour les bâtiments de Ny-Ålesund, et non dans une décision politique du gouvernement norvégien. Lars Ole Saugnes, directeur de Kings Bay, affirme que la Chine, en tant que locataire, doit se conformer à ces règles.

Néanmoins, pour Marc Lanteigne, professeur à l'Université arctique de Norvège (UiT Norges arktiske universitet), ces lions ont longtemps suscité l'inquiétude d'Oslo, car Ny-Ålesund se veut un lieu dédié à la science, exempt de symboles politiques. La décision pourrait mécontenter Pékin, où certains chercheurs estiment que la Norvège restreint abusivement les activités scientifiques, en contradiction avec le Traité du Svalbard (1920). Ny-Ålesund, la communauté scientifique la plus septentrionale du monde, accueille plus de 20 institutions étudiant le climat, les glaciers ou la vie marine. Dans ce contexte de tensions, l'implication croissante de la Chine aux côtés de la Russie – qui mène déjà ses recherches depuis Barentsburg et projette un nouveau centre à Pyramiden – constitue un facteur clé dans la future trajectoire diplomatique de Pékin concernant l'archipel ([NRK](#) ; [thebarentsobserver](#), 22 avril 2025).

Sámi : tensions autour de la stratégie minière de l'Union européenne

Trois projets miniers situés en Laponie suédoise – Talga Graphite à Nunasvaara, LKAB ReeMap à Malmberget et LKAB Per Geijer à Kiruna – ont été sélectionnés par l'Union européenne dans le cadre de sa stratégie visant à sécuriser l'approvisionnement en matières premières critiques pour la transition écologique et la défense. Selon la Commission européenne, ces projets respectent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), tout en renforçant l'autonomie stratégique de l'UE face aux tensions géopolitiques, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Cependant, le Conseil Sámi critique cette décision, affirmant qu'elle viole les droits des peuples autochtones pourtant reconnus par l'UE. Son président, Per-Olof Nutti, dénonce une atteinte directe à leurs droits ancestraux sur leurs terres, essentielles à leur mode de vie traditionnel basé sur l'élevage de rennes, la chasse et la pêche. Il appelle l'UE à réexaminer sa position et à honorer ses engagements en matière de droits humains, notamment la protection effective des peuples autochtones sur son territoire. Les Sámi craignent que l'accélération des procédures d'autorisation (fixée à 27 mois) ne marginalise davantage leur communauté et ne bafoue leur droit au consentement libre, préalable et éclairé. Ils dénoncent également une forme moderne de « colonisation verte », où les États du « Sud »

exploitent les ressources arctiques sans évaluer pleinement les impacts climatiques et culturels pour les populations locales. Faute de moyens financiers et juridiques suffisants, les Sámi peinent à s'opposer à ces projets industriels, ce qui creuse un déséquilibre de pouvoir avec les grandes entreprises ([Communiqué du Sámi Council](#), 28 mars 2025 ; [High North News](#), 2 avril 2025).

Finlande : investissement dans le secteur ferroviaire

Le gouvernement finlandais a annoncé, lors des négociations budgétaires tenues en avril 2025, le lancement cette année d'un plan de développement pour une **liaison ferroviaire entre Kemi et le port norvégien de Narvik**. Ce projet, jugé crucial pour la sécurité d'approvisionnement en temps de crise, débutera par la construction d'une voie ferrée standard européenne (écartement UIC) sur 30 km, reliant Kemi, Tornio et la ville frontalière suédoise de Haparanda. **Actuellement, les voies ferroviaires finlandaises, plus larges de 9 cm que la norme européenne, avec un écartement de 1 524 mm, dit écartement « russe », entravent la fluidité du trafic transfrontalier.**

Le gouvernement dirigé par le Premier ministre Petteri Orpo a alloué 20 millions d'euros pour mener une étude préliminaire. La ministre des Transports, Lulu Ranne (Parti des Finlandais – *Perussuomalaiset*), souligne que ce projet, coûteux et à long terme, est une priorité pour l'UE, l'OTAN et l'armée finlandaise. Le règlement européen TEN-T, entrant en vigueur cet été, exige une transition vers l'écartement standard (1 435 mm). L'Agence finlandaise des infrastructures (FTIA) prévoit d'étendre cette modernisation vers Oulu et Rovaniemi, avec des coûts estimés à plus de 1,5 milliard d'euros. Par ailleurs, la ministre Ranne met également en avant les bénéfices économiques et logistiques d'une telle modernisation, ainsi que ses retombées positives sur l'emploi en Laponie. **Le gouverneur de Laponie, Hannu Takkula, et l'armée finlandaise soulignent l'importance stratégique de cette liaison, qui constitue actuellement un « goulot d'étranglement » pour le transport militaire.** Sans adaptation des voies, aucun matériel lourd ne peut traverser la frontière. Ce projet renforcerait ainsi la mobilité militaire et la résilience de la région de Barents, dans un contexte de tensions structurelles avec la Russie ([thebarentsobserver](#), 26 avril 2025).

États observateurs et Union européenne

Les ambitions polaires de la France confrontées à l'absence de budgets dédiés

La 3^{ème} réunion du Groupe d'études « arctique, antarctique, terres australes et antarctiques françaises et grands fonds océaniques » de l'Assemblée nationale s'est déroulée le 2 avril 2025 à Paris. Co-présidée par les députés Clémence Guetté et Jimmy Pahun, la réunion a permis de faire un point budgétaire et politique sur l'engagement français pour les Pôles.

Gaël Durand, directeur de recherche au CNRS, a présenté les principaux axes d'un rapport de prospective polaire rédigé avec une cinquantaine de chercheurs et qui devrait être rendu public en juin 2025. Ce rapport pourrait servir de base solide à une programmation scientifique pour les Pôles, initiative qui avait échoué dans le passé, à l'image de la tentative de coordination de la recherche pour le pôle Nord du « Chantier arctique français » lancée il y a plus de 10 ans.

Près de trois ans après la publication de la stratégie polaire française en avril 2022, et après les annonces du Président de la République lors du *One Planet – Polar Summit* à Paris en novembre 2023 (1 milliard d'euros d'ici à 2030), aucun budget polaire n'a été adopté ou n'est même entrevu. La réunion du groupe d'études parlementaire a été l'occasion de souligner le décalage entre l'ambition polaire française et l'absence de financements alloués,

malgré l'urgence de certains dossiers. La rénovation / reconstruction de la base antarctique de Dumont d'Urville (DDU) est prioritaire et s'étalera sans doute sur une quarantaine d'années, pour un budget minimal de 100 millions d'euros. Si les spécifications d'un deuxième brise-glace français, le « *Michel Rocard* » basé à Nouméa et dédié au grand Sud, se précisent, son financement est toujours incertain. Le coût de ce nouveau brise-glace, sans doute assez proche de l'actuel *Astrolabe*, mais adapté à la recherche et à l'utilisation de drones, se situerait entre 50 et 70 millions d'euros, à comparer avec le 1,2 milliard d'euros du programme du Polarstern 2, le futur brise-glace allemand de recherche.

La réunion du 2 avril 2025 a enfin illustré les difficultés touchant l'IPEV, l'Institut Polaire Français Paul-Emile Victor, en sous-financement chronique depuis sa création en 1992. Les récentes rallonges budgétaires n'ont fait que compenser les surcoûts logistiques liés à l'augmentation du prix des hydrocarbures ces dernières années. L'institut sera en déficit en 2025 de 7 millions d'euros, pour un budget de fonctionnement de 16,5 millions d'euros, 2 à 3 fois inférieur à celui des opérateurs de logistiques polaires comparables (Allemagne, Royaume-Uni, Australie...). L'IPEV ne sera en mesure de mener la rénovation de DDU que si ses effectifs et son budget sont augmentés. La démission de son directeur en mars 2025, Yann Ropert-Coudert, épuisé au sens propre par les problèmes budgétaires, illustre ce malaise malgré le soutien de la communauté scientifique polaire ([Compte-rendu de la réunion du 2 avril](#) du groupe d'études polaires de l'Assemblée nationale).

Le Japon lance son premier navire de recherche scientifique à capacité glace pour l'Arctique

Le Japon a inauguré son premier navire de recherche polaire, le *Hakurei*, conçu spécifiquement pour les missions scientifiques en Arctique. D'une longueur de 128 mètres et d'un tonnage de 13 000 tonnes, ce bâtiment de classe glace PC4 peut briser des glaces jusqu'à 1,2 mètre d'épaisseur. Opéré par l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres (JAMSTEC), il est équipé de laboratoires ultramodernes, de drones sous-marins (ROV) et d'un « moon pool » pour déployer des instruments en eaux glacées ([Marine Technology News, 20 mars 2025](#) ; [Maritime Executive, 28 mars 2025](#)).

Le *Hakurei* permettra des études approfondies sur les écosystèmes marins arctiques, l'impact du changement climatique sur la fonte des glaces et l'activité géothermique des fonds océaniques. Avec une capacité d'accueil d'un peu moins 100 personnes (équipage compris), il s'inscrit dans la stratégie japonaise de renforcement de sa présence en Arctique, notamment face à l'ouverture progressive de la Route maritime du Nord russe ([Maritime Executive, 28 mars 2025](#)).

Ce navire symbolise l'ambition du Japon de devenir un acteur clef de la recherche arctique. Ce déploiement renforce également les intérêts économiques japonais, alors que le Japon importe 90 % de ses ressources énergétiques et vise à sécuriser de nouvelles voies d'approvisionnement via l'Arctique.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Fermeture du Polar Institute du Wilson center

Le Wilson Center, le groupe de réflexion non partisan sur la politique étrangère situé à Washington, D.C., a réduit au minimum ses fonctions statutaires pour se conformer au décret présidentiel du 14 mars visant à une réduction continue de la bureaucratie fédérale.

Environ 130 employés ont été mis en congé. Il ne reste plus que cinq employés au centre : un président, deux employés fédéraux et deux chercheurs boursiers.

En conséquence, le Polar Institute a été fermé. L'institut avait été créé en 2017 et était un forum de premier plan pour la discussion et l'analyse politique de l'Arctique et des questions arctiques. Avec la perte d'autres instituts de recherche, les réductions de financement de la recherche et les attaques contre les initiatives en matière de diversité, d'égalité et d'inclusion, entre autres, d'importantes données de recherche risquent d'être perdues. Le Wilson Center abrite notamment un grand nombre d'archives numériques, et de documents datant de l'époque de la Guerre froide ([High North News](#), 11 avril 2025).

Nouveau soutien (inattendu) à la demande du Groenland et des îles Féroé de devenir des membres à part entière du Conseil Nordique : une possible révision du Traité d'Helsinki est envisagée

À l'automne 2024, le Groenland et les Îles Féroé ont demandé à devenir membres à part entière du Conseil Nordique et non plus à travers la délégation danoise.

En avril 2025, Karen Ellemann, la Secrétaire générale du Conseil nordique des ministres, a déclaré au journal danois *Politiken* que « le Groenland et les îles Féroé devraient désormais avoir le droit d'agir en tant que pays indépendants dans le cadre de la coopération nordique formelle » et a ainsi appelé à réviser le Traité d'Helsinki ([Politiken](#), 21 avril 2025). Le Traité d'Helsinki de 1962 est le texte fondateur du Conseil Nordique et du Conseil Nordique des Ministres et a été amendé pour la dernière fois en 1995.

Le Conseil nordique a recommandé aux gouvernements de créer une commission chargée de préparer des amendements concrets au traité d'Helsinki visant à ajouter de nouveaux domaines de coopération, tels que la politique de sécurité, et à examiner le statut contractuel du Groenland, des îles Féroé et d'Åland.

La Première ministre danoise Mette Frederiksen a soutenu les candidatures du Groenland et des îles Féroé mais avec des réserves sur la faisabilité d'un point de vue juridique. Le 4 avril, les gouvernements ont donc chargé Elina Pirjatanniemi, professeur de droit à l'Åbo Akademi, et une équipe d'experts d'étudier les implications juridiques, notamment le statut juridique du traité d'Helsinki au regard du droit communautaire de l'UE, du droit international et du droit national. L'étude devrait être achevée à la fin de l'année 2025 et présentée au Conseil nordique des ministres au début de l'année 2026.

Les gouvernements féroïens et groenlandais ont exprimé leur satisfaction à ce nouveau soutien. Le nouveau Premier Ministre groenlandais a cependant affirmé qu'il continuerait la politique de boycott du forum de son prédécesseur si la situation n'évolue pas ([High North News](#), 30 avril 2025).

Réunion des Arctic Security Forces Roundtable à Kirkenes, Norvège

La dernière réunion de la « Arctic Security Forces Roundtable » (table ronde des forces de sécurité de l'Arctique – ASFR) s'est tenue à Kirkenes, dans le nord de la Norvège, près de la frontière russe le 27 mars 2025 ([Forsvaret](#), 27 mars 2025). La rencontre était centrée sur les menaces hybrides en Arctique, en particulier provenant de Russie, comme les opérations d'influence et de désinformation, les cyberattaques, les migrations contrôlées par l'État, l'acquisition d'entreprises technologiques et d'infrastructures critiques, le renseignement et le sabotage.

Le forum rassemble les chefs militaires de sept pays arctiques (Norvège, États-Unis, Canada, Finlande, Suède, Danemark et Islande) ainsi que des États observateurs (France, Royaume-Uni, Allemagne et Pays-Bas). La Norvège et les États-Unis ont créé ce format en 2010 afin de promouvoir la compréhension régionale et de renforcer la coopération

multilatérale en matière de sécurité dans la région arctique. La Russie n'a pas participé au forum depuis qu'elle a annexé la Crimée en 2014 et que l'OTAN a suspendu sa coopération militaire avec elle.

Des représentants du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), du Commandement du Nord des États-Unis (USNORTHCOM) et du nouveau Commandement de la force conjointe de l'OTAN à Norfolk, en Virginie (États-Unis) étaient également présents. Cela était crucial pour rassurer les alliés sur l'engagement de l'OTAN pour la stabilité de la zone arctique.

Dans un contexte géopolitique arctique tendu depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et encore davantage depuis « *la réorientation de la politique américaine par l'administration Trump* » et « *ses velléités d'annexer des alliés arctiques (le Canada et le Groenland)* », les participants ont mis l'accent sur l'importance « *du travail d'élaboration d'une conscience situationnelle et d'un cadre de référence alliés communs pour la coopération dans l'Arctique* » ([High North News](#), 2 avril 2025). La Norvège a notamment insisté sur le fait que tant sur le plan politique que militaire, une coopération entre alliés fondée sur des règles de droit international dans le Nord est dans l'intérêt fondamental des États-Unis.

Sommet de l'ICARP IV à Boulder en marge de l'ASSW, 28 mars 2025

Le sommet de l'« *International conference on Arctic research planning* » (la conférence internationale pour la planification de la recherche arctique – ICARP) s'est réuni à Boulder, États-Unis, en marge de l'ASSW ([Arctic Science Summit Week](#)). **ICARP est un processus pluriannuel de définition des priorités de la recherche arctique organisé par le Comité international des sciences arctiques (IASC)** en coopération avec ses partenaires qui a lieu depuis 1995. La quatrième Conférence internationale sur la planification de la recherche arctique (ICARP IV) s'étend de 2022 à 2026, et vise à examiner les besoins les plus urgents et les priorités de la recherche arctique pour la prochaine décennie jusqu'en 2035 et élaborer des recommandations pour mettre en œuvre ces priorités. Les résultats du processus ICARP IV doivent être disponibles au printemps 2026 et contribueront à la planification de la recherche arctique pour la 5^{ème} année polaire internationale en 2032-2033.

À la suite du sommet, le Comité de l'ICARP a publié un communiqué qui doit être compris dans le contexte de la politique de Donald Trump de réduction des financements de la recherche et de la censure de certains thèmes : « *Le sommet ICARP IV n'a pas seulement attiré l'attention sur les priorités et les besoins critiques en matière de recherche ; il a également été l'occasion de ré-imaginer et de créer de nouveaux engagements sur la manière dont nous menons la recherche arctique au service de la société. Le processus de l'ICARP IV repose sur la reconnaissance et le respect du savoir et du leadership des peuples autochtones en matière de recherche, sur la valeur des différents modes de connaissance et sur la nécessité d'investir dans des collaborations de recherche significatives et équitables. La recherche arctique doit faire progresser collectivement la compréhension entre les disciplines scientifiques et les systèmes de connaissances autochtones, la santé et le bien-être de tous les peuples de l'Arctique, la gestion des écosystèmes, les partenariats internationaux et interculturels, et les engagements communs pour faire face à la crise du climat et de l'environnement [...]. Les défis à venir exigent une recherche audacieuse, soutenue, collaborative et visionnaire.* » ([ICARP](#), 28 mars 2025).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Développements militaires dans l'Arctique : technologies et alliances en évolution

Alors que la Norvège, la Suède et le Danemark renforcent l'OTAN via des équipementsinteropérables, la Russie mise sur des partenariats asymétriques avec la Chine pour compenser son isolement technologique.

Du côté des pays nordiques, la Norvège a acquis **24 obusiers automoteurs sud-coréens K9 Thunder** pour équiper sa nouvelle brigade en Finnmark, frontalière de la Russie. Ces canons de 155 mm, déjà utilisés par la Finlande (48 unités depuis 2017), formeront le noyau d'un bataillon d'artillerie intégrant également des unités de renseignement et du génie. Ce déploiement s'inscrit dans un plan de modernisation de 17 milliards de couronnes (1,43 milliard €) visant à sécuriser l'Arctique norvégien, où la Russie accroît ses activités ([The Barents Observer, 7 avril 2025](#)). Parallèlement, **la Suède développe une flotte de drones militaires polyvalents** (surveillance, combat, logistique). Stockholm accélère le développement de ses capacités militaires en matière de drones, mobilisant jusqu'à 200 spécialistes issus de différentes agences pour tester, concevoir et planifier l'intégration de véritables unités de drones au sein des forces armées ([Eye on the Arctic, 3 avril 2025](#)). **Ce projet, mené par la Swedish Defence Research Agency et la Swedish Defence Materiel Administration, vise à déployer des essaims de drones autonomes capables d'assurer des missions de reconnaissance, de neutralisation d'autres drones, voire d'attaques ciblées.** L'accent est également mis sur le développement d'un logiciel de commandement permettant à un seul opérateur de contrôler jusqu'à 100 drones ([Euractiv, 13 janvier 2025](#)). Quant au Danemark, un accord a été trouvé sur un plan visant à renforcer la Marine danoise, à court et à long termes ([Naval News, 24 avril 2025](#)).

De son côté, la Russie a déployé un radar Monolit-B modernisé (portée de 6 000 km) et des armes anti-drones chinoises sur sa base arctique la plus septentrionale située à Nagurskoye. Ce dernier équipement fonctionne entre -40°C et 75°C et pourrait neutraliser des drones dans un rayon de 800 à 1 500 mètres ([RXjammer, 2025](#)). Son utilisation par Moscou en Ukraine et en Arctique souligne non seulement sa fiabilité en conditions polaires réelles, mais aussi l'intégration croissante des technologies chinoises dans les architectures de défense arctiques russes. Ces équipements, testés lors d'exercices en avril 2025, visent à contrer les drones de reconnaissance occidentaux et sécuriser les installations stratégiques ([The Barents Observer, 8 avril 2025](#)).



Le scénario de l'incident nucléaire au cœur de l'exercice Arctic Guardian 2025

L'exercice multilatéral d'intervention d'urgence maritime **Arctic Guardian 2025 s'est déroulé les 8 et 9 avril au Nord de la Norvège.** *Arctic Guardian* est l'exercice en direct du Forum des garde-côtes arctiques consacré aux opérations de recherche et sauvetage maritimes (SAR) et d'intervention environnementale marine (MER). Durant cet exercice, les navires des garde-côtes norvégiens améliorent leur interopérabilité avec les garde-côtes du Canada, du Danemark, de Finlande, d'Islande, de Suède et des États-Unis. L'exercice *Arctic Guardian* se déroule au large des côtes du comté de Troms, dans le Nord de la Norvège. Il est dirigé par la Norvège, qui préside le Forum des garde-côtes de l'Arctique (ACGF), une organisation axée sur les opérations, et comprend des ressources de tous les autres pays de l'Arctique occidental : le Canada, le Danemark, la Finlande, la Suède, l'Islande et les États-Unis. La précédente édition a eu lieu en 2021 avec le Forum des garde-côtes de l'Arctique et le Groupe de travail sur la prévention, la préparation et la réponse aux situations d'urgence (EPPR) du Conseil de l'Arctique, avec l'Islande comme pays hôte et tous

les autres pays de l'Arctique comme participants. Le Forum des garde-côtes de l'Arctique a été créé en 2015 pour favoriser une activité maritime sûre, sécurisée et respectueuse de l'environnement dans l'Arctique. Les 8 pays de l'Arctique en sont membres et l'organisation est indépendante, informelle et axée sur les opérations, et n'est pas liée par un traité. L'accent est mis sur la coopération en matière de recherche et de sauvetage, de mesures environnementales et d'assistance en cas d'incidents maritimes majeurs ([HighNorthNews.com](#), 10 avril 2025 ; [ForsvaretsForum.no](#), 26 mars 2025).

Le point central de cette édition 2025 a été la **simulation d'un incident nucléaire en mer**, soulignant la nécessité pour les participants de s'entraîner à réagir à ce type de critique. Cette approche reflète la prise de conscience croissante du risque nucléaire dans la région, ainsi que l'importance d'une coopération internationale pour y faire face.

Publications des Instituts de recherche

Fonte accélérée au Svalbard : l'Arctique norvégien en première ligne face au réchauffement climatique

L'Arctique norvégien, principalement l'archipel du Svalbard, subit un réchauffement climatique parmi les plus rapides au monde, avec des températures moyennes supérieures de 2,6°C à la normale en 2024 et des records de chaleur atteignant 20,2°C en été ([NRK, 15 avril 2025](#)). Cette hausse s'accompagne d'une fonte accélérée des glaciers : le Svalbard a perdu jusqu'à 2,7 mètres de glace en une seule année, contre une moyenne de 1,8 mètre ailleurs en Scandinavie, et 91 % de ses glaciers ont significativement reculé. **Ce retrait glaciaire expose de nouvelles portions de littoral – plus de 2 400 km de côtes arctiques nouvellement découvertes dans l'hémisphère Nord** –, ce qui a des conséquences majeures pour la cartographie, les délimitations territoriales et la gestion des ressources dans la région ([The Barents Observer, 11 avril 2025](#) ; [Nature Climate Change](#), 21 mars 2025).

Vers une gouvernance planétaire de l'Arctique : intégrer les acteurs « plus qu'humains » face aux défis polaires

L'Arctic Institute a proposé une refonte des approches géopolitiques traditionnelles à travers sa série *Planetary Approaches to Arctic Politics* ([The Arctic Institute, 2025](#)), centrée sur l'intégration d'acteurs « plus qu'humains » dans l'analyse des enjeux polaires. Cette perspective s'intéresse notamment aux risques liés aux virus dormants libérés par le dégel du permafrost, potentiellement capables de déclencher des pandémies, et plaide pour des cadres juridiques alternatifs reconnaissant le statut d'entités juridiques pour l'océan Arctique ou la glace de mer.

Le concept clef de « Planetary Arctic » (Arctique planétaire) dépasse la vision étatique et anthropocentrique pour envisager la région comme un espace co-construit par les interactions socio-matérielles entre humains et non humains (glaciers, écosystèmes, agents pathogènes). Cette approche, inspirée des travaux de Bruno Latour sur la relationalité socio-matérielle, souligne que l'Arctique n'existe pas en dehors des pratiques qui le façonnent – qu'il s'agisse d'exploitation minière, de recherche scientifique ou de stratégies militaires.

En lien avec la pensée de Latour sur l'Anthropocène, la série interroge la globalisation écologique de l'Arctique : les dynamiques locales (fonte des glaces, émissions de méthane) y sont indissociables des processus planétaires (capitalisme global, crises climatiques). Elle appelle à un renouvellement des imaginaires politiques pour inclure les réseaux d'agents humains et non humains, condition essentielle selon Latour pour dépasser les impasses du modernisme et instaurer une gouvernance « terrestre » résiliente.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le gouvernement russe s'attend à ce que les 3 projets de GNL de Novatek, Arctic LNG1, Murmansk LNG et Ob LNG soient lancés avant 2030. Cela fait suite à la stratégie énergétique approuvée de la Russie pour la période allant jusqu'en 2050. La stratégie énergétique préparée par le ministère de l'Énergie a été approuvée par le gouvernement le 12 avril. Le document a validé une liste de projets qui doivent être mis en œuvre d'ici 2030 pour augmenter la production de GNL dans le pays à 100 Mt par an. Outre les projets existants de GNL Sakhalin2 et Yamal LNG, cette liste comprend également l'usine Arctic LNG2 en construction (capacité nominale de 19,8 Mt par an) et le complexe de Gazprom dans le village d'Ust-Luga dans la région de Leningrad (13,2 Mt par an). Selon la stratégie énergétique, la capacité d'Arctic LNG1 devrait être de 19,8 Mt par an, celle de Mourmansk LNG, 20,4 Mt par an, et celle d'Ob LNG 4,8 Mt par an. La capacité totale des 7 projets répertoriés est de 105 Mt par an. **Cette stratégie est irréaliste en raison des sanctions occidentales actuelles et l'absence de la maîtrise des technologies des Russes pour ces complexes de production LNG, même avec l'aide des Chinois.** Les ambitions de la Russie sont de devenir le premier producteur mondial de LNG dans les 10 ans à venir avec 140 Mt par an ([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 14 avril 2025 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 14 avril 2025 ; [Vedomosti.ru](https://vedomosti.ru), 15 avril 2025).

Selon de nouvelles données du Centre pour la logistique du Grand Nord, l'usine de GNL de Yamal continue d'exporter du gaz liquéfié avec une régularité exemplaire. Chaque mois, environ 25 navires chargent des marchandises au terminal de Sabetta, pour un **total de 287 livraisons en 2024**, alors que les sanctions occidentales ont entravé ou compliqué une grande partie de l'économie énergétique russe. Au total, les exportations de l'usine Novatek de Yamal LNG ont atteint 21,2 Mt en 2024. Sur les 287 voyages, 19 ont été effectués par des navires de classe glace moyenne Arc4 et 17 navires GNL n'avaient aucune classe glace. La flotte dédiée des 15 navires Arc7 est complétée par moins d'une douzaine d'autres méthaniers classiques. L'Europe demeure un marché clé pour le GNL russe de Yamal, malgré les discussions politiques en cours visant à éliminer progressivement leurs importations. **Près de 80 % des livraisons, soit 227 sur 287, étaient destinées à l'Europe. En Europe, la France (88 livraisons), la Belgique (62) et l'Espagne (54) ont été les plus gros acheteurs de GNL russe**, même si certaines expéditions n'ont transité que par des terminaux dans ces pays avant d'être réexportées. Cette pratique de [transbordement](#) est désormais interdite par l'UE depuis le 27 mars (gCaptain.com, 29 avril 2025).

Après le redémarrage du premier train de production de GNL Arctic LNG2 en mars dernier, Novatek a commencé la mise en service du second train. Sa mise en service pourrait prendre jusqu'à 6 semaines pour atteindre sa capacité nominale de production. Malgré les sanctions occidentales imposées au projet Arctic LNG2, notamment en ciblant la mise en service de la flotte de tankers LNG Arc7 dédiée, ces mesures ont empêché toute livraison de GNL en 2024 et ont également incité Novatek à suspendre les travaux de construction du troisième et dernier train du projet. Quatre méthaniers ont été aperçus près de l'île de Kildin fin mars, en attente de transferts. Une fois la banquise en dégel en péninsules de Yamal et celle de Gydan, des transferts pourraient même être opérés entre navires dans la baie de Kresta, dans le golfe d'Anadyr, sur la côte sud de la péninsule de Tchoukotka, au sud-est du détroit de Bering. Les transferts de navire à navire augmentent également, car les installations de stockage Saam et Koryak, construites pour faciliter les exportations maritimes de GNL, restent sous sanctions américaines et ne sont pas encore déchargées. Les navires de la série *North*, *North Sky*, *North Air*, *North Mountain* et *North Way* ont été renommés *Iris*, *Buran*, *Voskh* et *Zarya* mi-avril, avec un changement d'immatriculation du Panama à la Russie. Toute tentative d'expédition de cargaisons supplémentaires depuis l'usine n'interviendra probablement pas avant la fonte de la banquise dans la baie d'Ob, généralement courant juin. Les 4 navires Arc4 de la série *North* pourraient rejoindre le ter-

minal d'Utreney dès juin. Yamal LNG a expédié des cargaisons à bord de ces mêmes méthaniers Arc4 entre juillet et novembre de l'année dernière (gCaptain.com, 08 avril 2025 ; Upstream.com, 09 avril 2025 ; gCaptain.com, 30 avril 2025 ; TheBarentsObserver.com, 1^{er} mai 2025).

Les exportations russes de pétrole arctique vers la Chine augmentent grâce aux transferts STS (Ship to Ship). Le [secteur pétrolier arctique](#) représente un dixième des exportations pétrolières maritimes russes qui ont été frappées en janvier par l'élargissement des sanctions américaines sur presque tous les producteurs russes, Gazprom Neft notamment avec son terminal en rivièr de l'Ob, Novy Gate. Pour contourner les sanctions, des transferts de cargaisons de navire à navire ont lieu dans les eaux internationales au large de Singapour et de la Malaisie, où les cargaisons sont chargées sur des super tankers VLCC qui ne sont pas soumis à des sanctions avant de se rediriger vers les ports chinois. Les transferts STS sont utilisés, selon un négociant, parce que de nombreux acheteurs chinois veulent éviter d'être liés à des pétroliers soumis aux sanctions américaines et ils sont prêts à payer des prix plus élevés pour ces cargaisons STS (gCaptain.com, 17 avril 2025).

Le nouveau brise-glace nucléaire *Yakutia* a entamé son voyage inaugural le 15 avril. Il a réalisé sa première escorte en mer de Kara. La construction du *Yakutia* au chantier naval JSC Baltic a débuté le 26 mai 2020. Entre 2020 et 2024, [les brise-glaces nucléaires *Arktika*, *Sibir*, *Ural* et *Yakutia*](#) ont été mis en service. Aujourd'hui, le 5^{ème} brise-glace de la série, le *Chukotka* et le 6^{ème}, le *Leningrad*, sont en construction. En 2025, la quille du 7^{ème} brise-glace et dernier de la série, le *Stalingrad*, sera posée. Contrairement aux 3 précédents brise-glaces du Projet 22220, dont des pièces étaient de fabrication occidentale et ukrainienne, le *Yakutiya* est construit avec des moteurs de technologies entièrement russes. Avec l'entrée en vigueur des sanctions occidentales et le bombardement de l'usine de moteurs en Ukraine, le chantier naval a dû chercher des substituts importés sur le marché intérieur (TheBarentsObserver.com, 10 avril 2025 ; Korabel.ru, 13 avril 2025 ; Rosatomflot.ru, 13 avril 2025 ; Korabel.ru, 15 avril 2025 ; Korabel.ru, 19 avril 2025).



Le tout nouveau patrouilleur brise-glace russe, l'*Ivan Papanin*, de 8 500 tonnes, a terminé sa première série d'essais dans les glaces de l'océan Arctique. Ce brise-glace armé de 114 mètres de long et 18 mètres de large devrait entrer en service dans la flotte du Nord russe cet été. Le navire, tête de série du projet 23550, a été conçu pour surveiller et protéger les eaux arctiques russes, notamment les voies de navigation maritime le long de la RMN, de la Nouvelle-Zemble à l'ouest jusqu'au détroit de Bering. Doté d'une classe glace Arc7, ce patrouilleur peut progresser dans de la banquise de 1,7 mètre d'épaisseur, permettant ainsi une navigation toute l'année dans de vastes zones de l'océan Arctique. Contrairement aux brise-glaces à propulsion nucléaire, principalement utilisés pour escorter la navigation commerciale, l'*Ivan Papanin* est le premier d'une nouvelle génération de brise-glaces militaires armés. Il est équipé d'un canon de 76,2 mm et de systèmes de missiles antiaériens. Selon son profil de mission, il peut emporter jusqu'à 8 missiles de croisière et antinavires Kalibr ou Uran (gCaptain.com, 22 avril 2025).



Le neuvième Sommet international de l'Arctique « L'Arctique : perspectives, innovations et développement régional » s'est tenu à Moscou et à Saint-Pétersbourg du 22 au 25 avril. Le sommet est dédié au 180^e anniversaire de la fondation de la Société géographique russe. Le thème de ce sommet annuel est de réunir tous les acteurs du milieu polaire afin d'échanger sur l'ensemble des projets arctiques, qu'ils soient scientifiques,

technologiques, industriels mais également sur les orientations du développement des infrastructures de la zone arctique de la Fédération de Russie ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 16 avril 2025).

États-Unis : les garde-côtes américains recherchent des informations pour accélérer la construction d'un brise-glace à seulement 36 mois. Les garde-côtes américains ont [publié une demande d'information \(RFI\)](#) pour la construction d'un brise-glace de taille moyenne en seulement 3 ans. Cette demande s'adresse aux chantiers navals américains et internationaux et souligne les récents efforts de collaboration avec des partenaires arctiques au Canada et en Finlande dans le cadre du [nouveau Pacte ICE](#). L'objectif de cette demande est d'améliorer la compréhension de l'USCG concernant les conceptions de navires existantes et les capacités des chantiers navals, afin de pouvoir démarrer la construction d'un brise-glace de taille moyenne dans un délai de 12 mois et le lancer dans un délai de 36 mois. Cela pourrait représenter un défi de taille pour les chantiers navals américains, même si les chantiers finlandais construisent et livrent régulièrement des brise-glaces dans de tels délais. Il reste à voir si cet intérêt politique accru se traduira par des investissements budgétaires concrets pour renforcer les capacités de l'USCG dans l'Arctique. Jusqu'à présent, un seul brise-glace lourd, également connu sous le nom de *Polar Security Cutter*, [actuellement en construction aux chantiers navals Bollinger](#) dans le Mississippi, [a été entièrement financé](#). Le projet a été entaché de retards importants et de dépassements de coûts massifs. Le coût du premier navire a presque triplé, passant de 746 millions de dollars [à 1,9 milliard de dollars depuis la signature du contrat en 2019](#). La construction du navire, depuis la première découpe de l'acier en 2023 jusqu'à son achèvement, prendra probablement 7 à 8 ans. Au total, l'agence a déclaré à plusieurs reprises qu'elle aurait besoin de 8 à 9 navires pour assurer un accès à l'Arctique toute l'année, dont 3 brise-glaces lourds et 5 à 6 brise-glaces moyens ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 15 avril 2025).

Dans le cadre de ce qui pourrait accélérer considérablement l'expansion des capacités américaines dans l'Arctique, les garde-côtes seraient en négociations avec le constructeur naval finlandais Rauma Marine Constructions (RMC) pour 3 à 5 brise-glaces de taille moyenne. Cette annonce fait suite à la visite du président finlandais Alexander Stubb au président américain Donald Trump dans sa propriété en Floride. Le contrat potentiel portant sur 5 navires serait évalué à 2,7 milliards de dollars. Par ailleurs, le chantier étudierait la possibilité de livrer 3 brise-glaces lourds, probablement à un prix total légèrement supérieur. Les chantiers navals finlandais pourraient achever un brise-glace moyen prêt à l'emploi en seulement 36 mois. Les garde-côtes auraient pour objectif de mettre en service le premier nouveau brise-glace avant la fin du mandat du président Trump. Si les négociations aboutissent à une commande ferme, cela accélérerait considérablement la reconstitution et, à terme, l'expansion de la flotte de brise-glaces du pays. Cependant, en vertu de la législation américaine, la plupart des navires des garde-côtes et leurs principaux composants doivent être construits dans des chantiers navals américains afin de soutenir les industries nationales et de renforcer la sécurité nationale. Toutefois, des exceptions peuvent être autorisées par le président ([Sixtydegreesnorth.com](https://www.sixtydegreesnorth.com), 31 mars 2025 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 31 mars 2025 ; [Defensenews.com](https://www.defensenews.com), 14 avril 2025 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 18 avril 2025 ; [Hs.fi](https://www.hs.fi), 18 avril 2025 ; [SixtyDegreesNorth.com](https://www.sixtydegreesnorth.com), 18 avril 2025).

L'UE abandonne l'idée de sanctions sur les importations de GNL russe. Les responsables européens ont abandonné l'idée de faire pression pour une interdiction des importations de GNL russe dans les prochains paquets en raison de la résistance de certains gouvernements et de l'incertitude quant aux sources alternatives, ont déclaré des responsables de l'UE. La Commission souhaite plutôt élaborer une nouvelle feuille de route pour mettre fin à la dépendance du bloc à l'égard de l'énergie russe d'ici 2027. La Commission devrait proposer un 17^{ème} train de sanctions contre la Russie d'ici juin, même si les responsables affirment que les travaux sur ces mesures avancent lentement ([Reuters.com](https://www.reuters.com), 16 avril 2025).